



CHAP. 3

**INDEX
EUROPÉEN**
DU MAL-LOGEMENT
2024

67

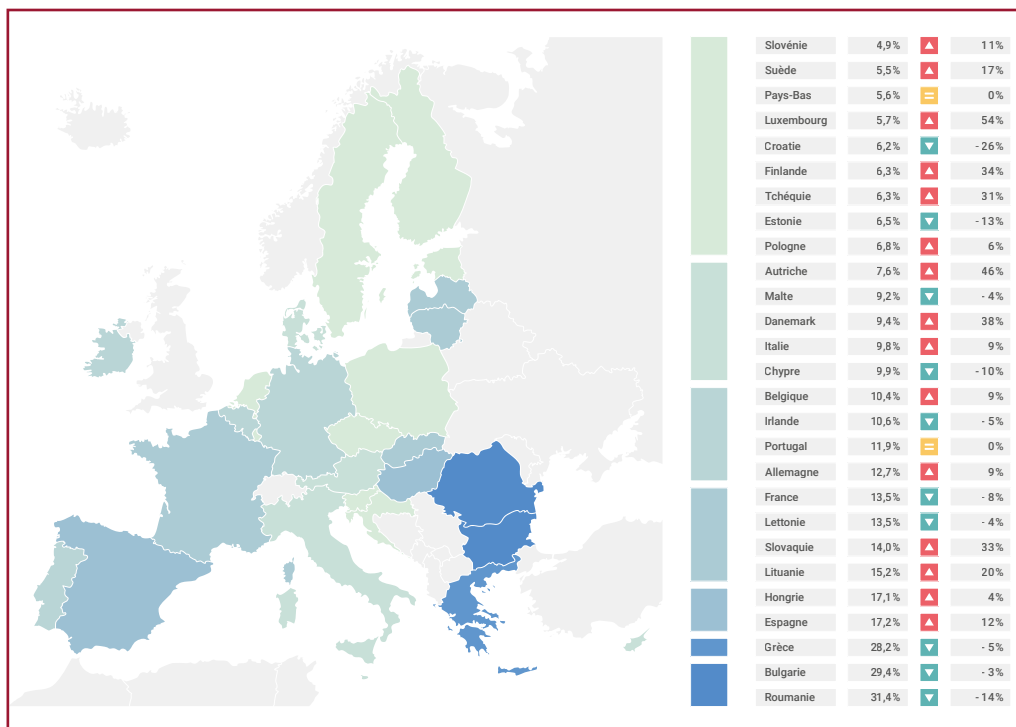
Les données commentées dans ce chapitre sont très largement issues des statistiques rassemblées par Eurostat, en particulier de la dernière édition de l'enquête de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)¹. Cette enquête porte sur la situation des ménages en 2023², une année durant laquelle l'inflation en Europe est restée remarquablement élevée malgré le ralentissement enregistré depuis le pic atteint en octobre 2022. Courant de l'année 2023, le taux d'inflation annuel dans l'Union européenne a continué à se stabiliser progressivement, passant de 10 % en janvier à 2,6 % en décembre. Tout comme en 2022, la hausse globale des prix n'a pas été équivalente dans les différents États membres. En août, alors que le taux d'inflation annuel s'établissait à 5,9 % en moyenne dans l'ensemble de l'UE³, la **Tchéquie** et la **Hongrie** affichaient respectivement des taux à 10,1 % et 14,2 %. Ce même mois, l'inflation n'a pas dépassé 2,3 % au **Danemark** et 2,4 % en **Belgique** et en **Espagne**. L'ensemble des biens et services n'ont par ailleurs pas été impactés de la même façon : l'inflation a notamment été portée par l'augmentation drastique des prix de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+9,7 % en moyenne dans la zone euro en août 2023)⁴. Cette poussée inflationniste plonge en grande partie ses racines dans le bouleversement économique qui a accompagné le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022. Mais sa persistance et son intensité appellent d'autres explications. D'aucun-e-s pointent notamment le rôle joué par les profits records engrangés par les grandes entreprises depuis le début du conflit. Un rapport du Fonds monétaire international⁵ indique que 45 % de la hausse des prix en Europe sur la période allant du premier trimestre 2022 au premier trimestre 2023 était directement lié à l'augmentation des marges dégagées par ces entreprises.

1. ÉTAT DE LA PAUVRETÉ

La pauvreté stagne dans l'Union européenne. En 2023, près de 71,9 millions de personnes, soit 16,2 % de la population⁶, vivaient sous le seuil de pauvreté (60 % du revenu équivalent médian après transferts sociaux). Cette même année, plus d'un-e Européen-ne sur cinq (21,4 %) était toujours menacé-e de pauvreté ou d'exclusion sociale⁷. Le nombre de personnes exposées à ce risque n'a que très peu baissé en moyenne depuis 2020 (-0,9 %) et la part de la population concernée a augmenté dans 12 pays entre 2022 et 2023 – particulièrement en **Slovaquie** (+6,7 %), en **Hongrie** (+7,1 %) et au **Luxembourg** (+10,3 %). Les taux les plus importants en 2023 ont été enregistrés en **Grèce** (26,1 %), en **Espagne** (26,5 %), en **Bulgarie** (30,0 %) et en **Roumanie** (32,0 %). À noter également que le risque de basculer dans la pauvreté ou l'exclusion était plus élevé pour les femmes que pour les hommes (22,4 % contre 20,3 % en moyenne dans l'UE).

Si la population européenne en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a légèrement diminué au cours des dernières années, le nombre de personne en situation de privation matérielle et sociale – dans l'incapacité de couvrir certaines dépenses jugées nécessaires au maintien d'un niveau de vie acceptable⁸ – a sensiblement augmenté (+3,1 % entre 2020 et 2023). En 2023, plus de 58,6 millions de personnes (13,1 %) se trouvaient dans cette situation au sein de l'UE. Les taux observés étaient spécialement élevés en **Grèce** (28,2 %), en **Bulgarie** (29,4 %) et en **Roumanie** (31,4 %) et parmi les plus faibles au **Luxembourg** (5,7 %), aux **Pays-Bas** (5,6 %), en **Suède** (5,5 %) et en **Slovénie** (4,9 %). En l'espace d'un an, la proportion de la population touchée a augmenté dans pas moins de 15 États membres. Les hausses les plus marquées ont eu lieu au **Danemark** (+38,2 %), en **Autriche** (+46,2 %) et au **Luxembourg** (+54,1 %).

FIGURE 1
PERSONNES EN SITUATION DE PRIVATION MATÉRIELLE ET SOCIALE
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2022-2023, EN %)



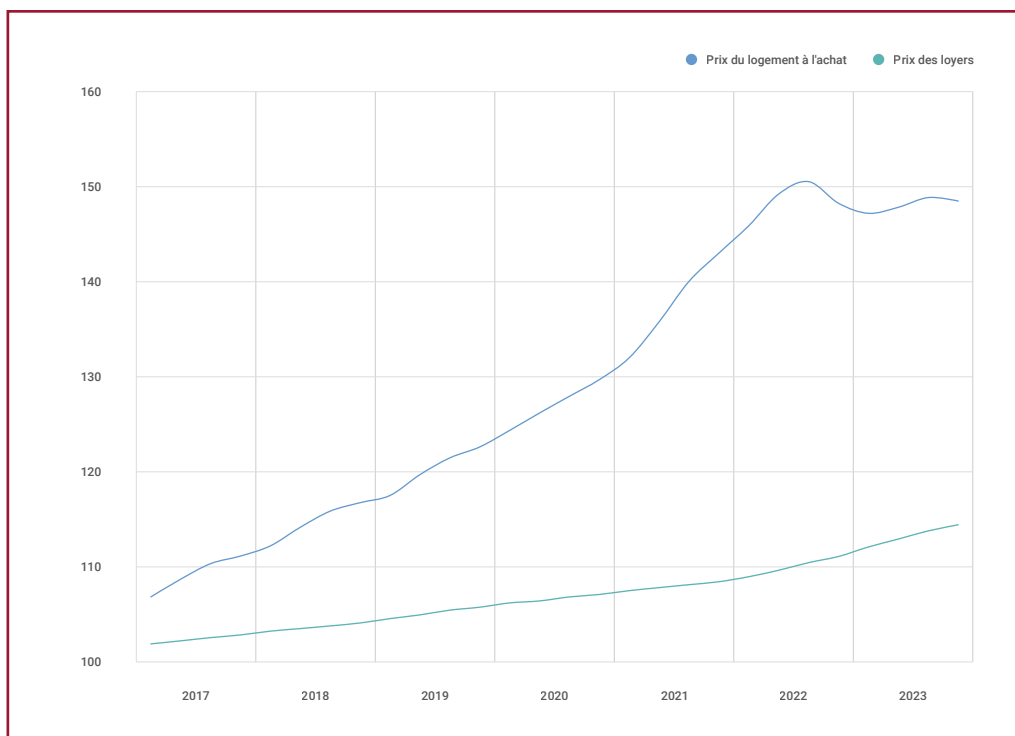
Source : Eurostat - [ILC_MDS07](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-20 / Rupture de série en 2022 : France - Luxembourg / Rupture de série en 2023 : France

D'après l'enquête menée par Ipsos et le Secours populaire en juin 2023 auprès de 10 000 Européen-ne-s dans dix pays (**Allemagne, France, Grèce, Italie, Moldavie, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni et Serbie**), trois personnes sur dix vivent dans des conditions financières et matérielles précaires⁹. Pas loin de la moitié des personnes interrogées (48 %) considèrent pouvoir se retrouver dans une situation de pauvreté à court terme. En outre, un-e actif-ve sondé-e sur trois (36 %) affirme que son revenu ne lui permet pas de faire face aux dépenses courantes. L'écrasante majorité de l'échantillon (80 %) a par ailleurs déjà été confronté à des choix compliqués du fait d'une situation finan-

cière difficile : 62 % des enquêté-e-s ont déjà eu à réduire leurs déplacements et 46 % ont déjà dû baisser le chauffage pour limiter le prix de leur facture. Plus grave encore, par manque de moyens ou par souci d'économie, près d'un tiers des Européen-ne-s interrogé-e-s (30 %) témoigne s'être déjà privé d'un repas et plus d'un tiers (37 %) déclare avoir déjà renoncé à des soins médicaux. Si l'inflation suscite légèrement moins d'inquiétude qu'en 2022, elle reste, toujours selon cette même enquête, une menace pour de nombreux ménages : 62 % des répondant-e-s doutent de leur capacité à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires.

2. PRIX ET QUALITÉ DES LOGEMENTS EUROPÉENS

FIGURE 2
ÉVOLUTION DES PRIX DES LOGEMENTS
(UE 27, INDEX : 2015 = 100, À PRIX COURANTS)



Source : Eurostat · [PRC_HPI_Q / PRC_HICP_MIDX](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-05 / 2024-07-02

Les prix des logements à l'achat comme ceux des loyers ont fortement augmenté en longue période dans l'Union européenne (respectivement de 48,5 % et de 14,6 % depuis 2015). Concernant les achats immobiliers, à l'accélération nette de la hausse de l'indice des prix observée entre le premier trimestre 2021 et le troisième trimestre

2022 (+14,0 %), succède une période de stabilisation jusqu'en fin 2023 (+0,2 %) – une courbe qui semble partiellement épouser celle de l'inflation globale. En comparaison, l'indice des prix des loyers suit une augmentation régulière et continue (+0,1 % par mois en moyenne entre janvier 2017 et décembre 2023).

En 2023, l'indice moyen annuel des prix immobiliers résidentiels dans l'UE 27 s'élevait à 148,1 (100 équivalant à l'année 2015). Si cet indice est resté stable en moyenne au niveau européen entre 2022 et 2023 (-0,3 %), l'accalmie reste très relative au regard de la hausse en flèche des prix

depuis 2020 (+16,6 %). Au cours des trois dernières années, tous les États membres, à l'exception de la **Finlande** (-0,2 %), ont connu une augmentation de cet indice. Durant cette période, les prix immobiliers ont grimpé de plus de moitié en **Lituanie** (+51,7 %) et en **Hongrie** (+52,5 %).

TABLEAU 1

INDICE DES PRIX IMMOBILIERS RÉSIDENTIELS (2015 = 100, INDICE MOYEN ANNUEL) ET ÉVOLUTION 2020-2023 (EN %)

	2023	2020 - 2023
Hongrie	272,4	52,5
Lituanie	214,2	51,7
Tchéquie	211,7	37,6
Portugal	205,8	33,3
Estonie	197,7	48,9
Lettonie	190,9	31,0
Bulgarie	186,7	35,8
Slovénie	186,2	37,3
Pays-Bas	183,3	27,2
Croatie	179,9	38,0
Pologne	179,8	32,8
Slovaquie	175,1	20,7
Luxembourg	171,5	13,5
Irlande	169,0	25,3
Autriche	163,7	20,8
Malte	153,4	19,1
Allemagne	149,2	7,6
Roumanie	148,4	15,6
UE 27	148,1	16,6
Espagne	147,7	15,8
Danemark	137,1	12,1
Belgique	136,1	15,2
Suède	131,9	8,0
France	131,3	12,6
Chypre	110,3	2,1
Italie	108,3	7,9
Finlande	105,4	-0,2

Source : Eurostat - [PRC_HPLA](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-05 / Données manquantes : Grèce

L'indice moyen annuel des loyers en Europe a atteint 113,3 en 2023 – une augmentation de 6,3 % en trois ans. À l'exception de la **Grèce** (-2,1%), une progression des prix locatifs est constatée dans tous les États membres depuis 2015, année de référence de l'indice : des hausses allant jusqu'à

60,4 % en **Slovénie**, 66,5 % en **Hongrie** et 68,2 % en **Lituanie**. À noter qu'entre 2020 et 2023, l'augmentation des loyers concerne la totalité des pays de l'UE. La **Lituanie** (+30,0 %), la **Pologne** (+32,3 %) et la **Slovénie** (+38,5 %) comptent parmi les pays où cette augmentation a été la plus importante.

TABLEAU 2

**INDICE DES LOYERS D'HABITATION (2015 = 100, INDICE MOYEN ANNUEL)
ET ÉVOLUTION 2020-2023 (EN %)**

	2023	2020 - 2023
Lituanie	168,2	30,0
Hongrie	166,5	28,1
Slovénie	160,4	38,5
Estonie	159,0	27,0
Pologne	158,4	32,3
Irlande	157,7	21,2
Malte	138,3	19,7
Autriche	132,4	10,9
Tchéquie	131,0	15,1
Roumanie	130,2	18,2
Bulgarie	128,4	17,2
Portugal	121,1	9,3
Belgique	119,7	11,9
Croatie	119,4	10,2
Chypre	119,4	9,7
Pays-Bas	118,5	6,3
Finlande	114,3	3,9
Slovaquie	113,9	10,6
Suède	113,8	6,7
UE 27	113,3	6,3
Allemagne	113,1	5,1
Lettonie	112,7	7,6
Danemark	112,7	6,2
Luxembourg	111,1	4,9
Espagne	108,6	4,0
Italie	105,1	3,6
France	104,8	3,7
Grèce	97,9	6,3

Source : Eurostat - [PRC_HICP_AIND](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-17

Parallèlement à ces observations quant aux prix, certaines données compilées par Eurostat peuvent rendre compte, au moins partiellement, de la qualité du logement en Europe. Deux indicateurs en particulier permettent d'en explorer les aspects les plus saillants : la proportion de personnes occupant des logements surpeuplés

et la part de la population habitant des logements qui présentent des signes d'insalubrité. Mises en miroir avec la hausse des prix immobiliers et des loyers, les tendances au long terme de ces deux mesures confèrent une dimension supplémentaire à l'analyse.

TABLEAU 3

**PERSONNES VIVANT DANS UN LOGEMENT SURPEUPLÉ
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2013-2023, EN %)**

	MÉNAGES PAUVRES		POPULATION TOTALE	
	2023	2013 - 2023	2023	2013 - 2023
Roumanie	50,9	-21,0	40,0	-20,9
Slovaquie	48,6	-12,7	30,5	-23,4
Lettonie	46,6	-2,7	40,9	8,5
Bulgarie	45,5	-14,2	34,9	-21,0
Suède	40,8	5,4	16,4	26,2
Pologne	40,3	-34,9	33,9	-24,3
Grèce	39,6	-5,7	26,9	-1,5
Autriche	38,7	23,6	14,5	-1,4
Tchéquie	38,4	-10,1	15,9	-24,3
Italie	36,3	-12,9	25,4	-6,3
Hongrie	31,8	-52,4	15,6	-64,5
Croatie	31,4	-32,9	31,3	-26,9
UE 27	29,6	-7,5	16,8	-8,2
Portugal	27,7	40,6	12,9	13,2
Lituanie	27,2	-23,2	26,0	-7,1
Allemagne	26,8	59,5	11,4	70,1
Finlande	26,7	17,1	8,8	27,5
France	24,9	19,1	9,9	33,8
Danemark	23,7	-11,9	8,7	10,1
Estonie	22,6	-9,2	17,0	-19,4
Belgique	18,1	115,5	5,7	185,0
Slovénie	17,4	-31,0	10,3	-34,0
Luxembourg	17,0	-17,5	7,4	19,4
Espagne	14,5	31,8	7,6	46,2
Pays-Bas	11,5	-16,7	3,7	42,3
Irlande	9,3	111,4	3,9	39,3
Chypre	5,0	2,0	2,2	-8,3
Malte	3,1	-53,7	2,4	-46,7

Source : Eurostat - [ILC_LVH005A](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-20 / Rupture de série en 2013 : Lituanie / Rupture de série en 2023 : Pologne

Globalement, le taux de surpeuplement diminue en Europe. Entre 2013 et 2023, la part des ménages contraints d'habiter dans un logement trop exigü a baissé de 8,2 %, et celle des ménages pauvres dans la même situation de 7,5 %. Dans certains pays, le phénomène s'est réduit de manière significative, comme en **Hongrie** (-64,5 %), à **Malte** (-46,7 %) ou en **Slovénie** (-34,0 %). Il reste qu'en 2023, plus d'un-e Européen-ne sur six (16,6 %) occupait un logement surpeuplé, et pas loin du tiers de la population de l'UE vivant sous le seuil de pauvreté (29,6 %) était confronté au problème. Les taux relevés dépassent les 30 % dans 6 États membres. Ils excèdent le même pourcentage dans 12 pays lorsque la focale est resserrée sur la population en situation de précarité. En **Roumanie**, c'est un peu plus de la moitié

des ménages pauvres qui connaissait de telles conditions de logement.

Cette suroccupation affecte davantage les locataires que les propriétaires. En 2023, alors que les conditions de surpeuplement touchaient 16,4 % des propriétaires et 8,2 % des propriétaires avec une hypothèque ou un prêt en cours, les locataires du marché privé et les locataires de logements à prix réduit étaient respectivement concerné-e-s à hauteur de 24,6 % et 24,4 %¹⁰. Plus de six personnes payant un loyer au prix du marché sur dix vivaient dans un logement suroccupé en **Slovaquie** (60,8 %), en **Pologne** (64,4 %), en **Bulgarie** (65,4 %) et en **Lettonie** (68,0 %).



Photo : @juliedebellaing/DoucheFLUX

TABLEAU 4
**PERSONNES VIVANT DANS UN LOGEMENT INSALUBRE
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2013-2023, EN %)**

	MÉNAGES PAUVRES		POPULATION TOTALE	
	2023	2013 - 2023	2023	2013 - 2023
Portugal	38,4	-4,2	29,0	-9,1
Chypre	36,9	5,1	31,6	1,6
France	33,7	50,4	21,1	64,8
Espagne	31,8	46,5	23,0	37,7
Hongrie	29,8	-42,7	12,6	-52,8
Slovénie	29,3	-26,0	18,5	-31,5
Irlande	27,7	46,6	16,3	14,0
Lettonie	27,3	-38,1	18,8	-32,1
Pays-Bas	24,5	5,6	14,9	-4,5
UE 27	23,5	-2,9	15,5	-0,6
Grèce	22,7	9,1	13,5	-3,6
Luxembourg	21,9	-19,5	18,0	17,6
Belgique	21,8	-19,6	14,5	-19,9
Danemark	21,8	-5,6	15,0	-9,6
Italie	21,5	-28,6	17,1	-25,3
Allemagne	20,3	5,2	16,0	22,1
Autriche	18,7	-3,1	10,5	-16,0
Slovaquie	18,3	-7,1	5,8	-22,7
Roumanie	18,1	-37,4	7,5	-53,7
Bulgarie	18,0	-43,8	8,4	-34,9
Estonie	14,5	-42,2	10,5	-40,0
Lituanie	13,2	-61,3	8,6	-56,8
Croatie	12,1	-43,7	5,6	-57,3
Tchéquie	11,7	-39,1	8,5	-15,0
Malte	10,4	-5,5	7,2	-38,5
Suède	8,7	-26,3	4,8	-37,7
Pologne	8,6	-53,3	5,7	-43,6
Finlande	4,8	-31,4	5,3	1,9

Source : Eurostat · [ILC_MDH001](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-12 / Données manquantes en 2023 (données remplacées par les données 2020) : Irlande
Rupture de série en 2013 : Portugal / Rupture de série en 2020 : Irlande

La proportion d'Européen-ne-s habitant un logement humide, qui présente des infiltrations ou des moisissures, n'a que très peu changé au cours des dix dernières années (-0,6 % entre 2013 et 2023). À souligner tout de même une relative diminution de la part des ménages précaires dans cette situation sur la même période (-2,9 %

– une baisse moyenne qui contraste avec des augmentations drastiques dans certains États membres, comme en **Espagne** (+46,5 %), en **Irlande** (+46,6 %) et en **France** (+50,4 %). En 2023, 15,5 % de la population européenne globale (23,5 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté) demeure contrainte d'occuper ces logements

inadaptés. Plus de 20 % des ménages étaient touchés en **Espagne**, au **Portugal** et à **Chypre**. La part des ménages pauvres concernés dépassait les 30 % en **Espagne**, en **France**, à Chypre et au **Portugal**.

L'évolution de la part de la population confrontée à l'insalubrité au cours des dernières années tranche avec la stabilité du phénomène observée sur le long court. Entre 2019 et 2023, la proportion

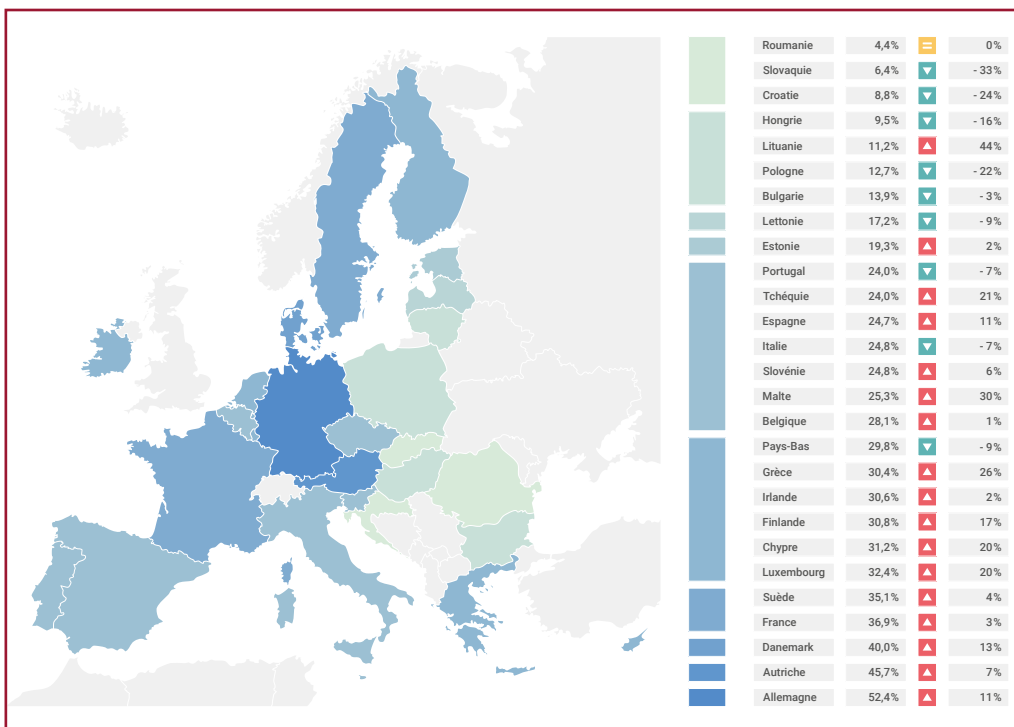
de ménages vivant dans ces conditions de logement a augmenté de 22,0 % en moyenne dans l'UE – le taux de ménages pauvres touchés a grimpé de 18,7 %. Au niveau national, certaines hausses enregistrées sur cette période sont particulièrement alarmantes : la part des personnes concernées a augmenté de 56,5 % en Espagne et de 83,5 % en France.

3. STATUT D'OCCUPATION DE LA POPULATION

La population européenne est majoritairement propriétaire. En moyenne, seules trois personnes sur dix étaient locataires de leur logement en 2023 (30,8 %). Les différences existantes entre les situations nationales sont toutefois conséquentes. Alors que la proportion de propriétaire est écrasante en **Hongrie** (90,5 %), en **Croatie** (91,2 %), en **Slovaquie** (93,6 %) ou en **Roumanie** (95,6 %), les locataires représentent respectivement 45,7 % et 52,4 % de la population en **Autriche** et en **Allemagne**. En moyenne dans l'UE, cette répartition par statut d'occupation n'a pas profondément changé au cours du temps : la part des Européen-ne-s qui payent un loyer a augmenté de 5,1 % entre 2013 et 2023. Certaines évolutions méritent néanmoins d'être relevées, comme en **Tchéquie** (+20,6 %), en **Grèce** (+25,6 %), à Malte (+29,7 %) ou en **Lituanie** (+43,6 %).

La proportion de locataires est sans surprise beaucoup plus importante parmi la population vivant sous le seuil de pauvreté. En 2023, ils et elles représentaient en moyenne la moitié des ménages européens en situation de précarité (49,2 %). Au moins sept personnes pauvres sur dix étaient locataires au **Danemark** (70,0 %), en **Autriche** (75,1 %) et en **Allemagne** (75,3 %). En **Slovaquie**, en **Croatie** et en **Roumanie** à l'inverse, l'immense majorité de la population percevant des revenus modestes était propriétaire de son logement (respectivement 84,5 %, 89,4 % et 94,1 %). Si la part moyenne des personnes pauvres payant un loyer n'a que très légèrement augmenté dans l'UE depuis 2013 (+1,9 %), des tendances à la hausse se dégagent au niveau national, en particulier, à **Malte** (+28,8 %), en **Roumanie** (+37,2 %) et en **Tchéquie** (+38,2 %).

FIGURE 3
PERSONNES LOCATAIRES DE LEUR LOGEMENT
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2013-2023, EN %)



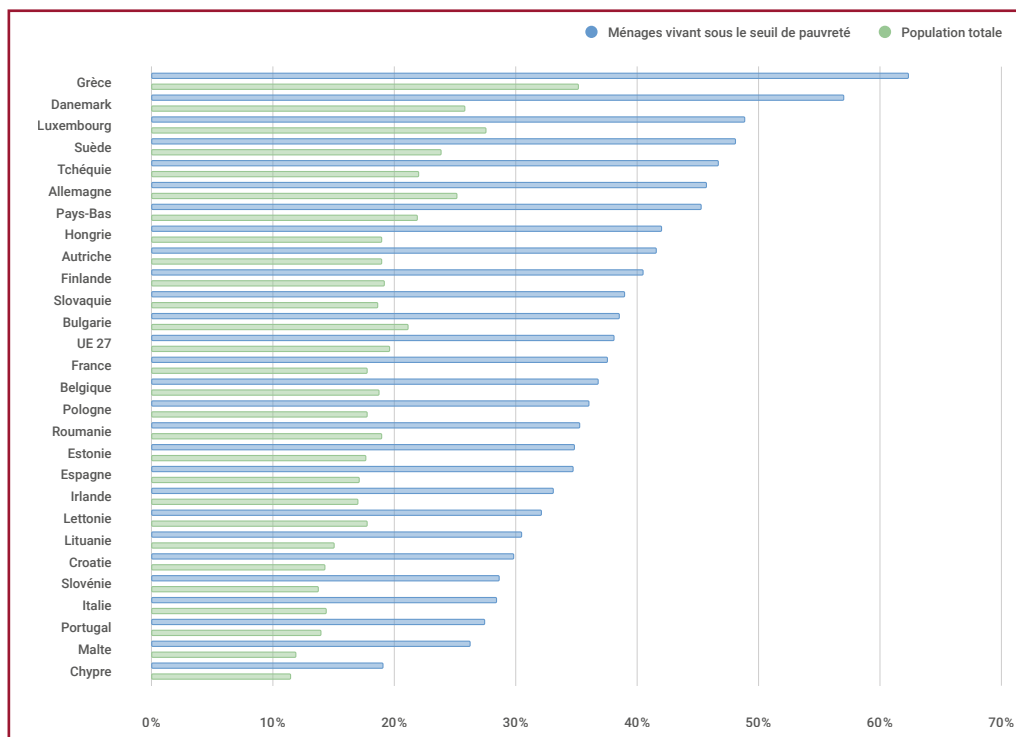
Source : Eurostat - [ILC_IVHQ02](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-20

4. LES INÉGALITÉS FACE AUX COÛTS DU LOGEMENT

En 2023, la part des coûts relatifs au logement dans le revenu disponible des ménages était de 19,7 % en moyenne dans l'UE. Il est intéressant de constater que suite à une baisse enregistrée sur la période s'étalant de 2013 à 2019 (-11,5 %), cette part est en hausse depuis 2020 (+6,5 %). Pour les ménages vivant sous le seuil de pauvreté, cette part atteignait 38,2 % en 2023. Plus de la moitié du budget de ces ménages en situation de pau-

vreté était consacrée au logement au **Danemark** (57,0 %) et en **Grèce** (62,4 %). La fraction du revenu dédiée au logement était également particulièrement élevée pour ces ménages en **Finlande** (40,5 %), en **Autriche** (41,6 %), en **Hongrie** (42,1 %), aux **Pays-Bas** (45,3 %), en **Allemagne** (45,8 %), en **Tchéquie** (46,7 %), en **Suède** (48,1 %) et au **Luxembourg** (48,9 %).

FIGURE 4
PART DU COÛT DU LOGEMENT DANS LE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES
(2023, EN %)



Source : Eurostat - [ILC_MDED01](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-09

La proportion de la population européenne fournissant un effort financier excessif pour se loger¹ est passée de 8,7 % en 2022 à 8,9 % en 2023 (+2,3 %). Parmi les jeunes de 18 à 24 ans, le pourcentage s'élevait à 11,2 % en 2023, ce qui représente une

hausse de 2,8 % par rapport à 2022. La part des jeunes faisant face à ces difficultés était de 20,5 % en **Suède**, 25,3 % au **Luxembourg**, 33,7 % en **Grèce** et 35,4 % au **Danemark**.

TABLEAU 5

**PART DES JEUNES DE 18 À 24 ANS EN TAUX D'EFFORT EXCESSIF
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2022-2023, EN %)**

	18 - 24 ANS		POPULATION TOTALE	
	2023	2022 - 2023	2023	2022 - 2023
Danemark	35,4	-7,1	15,4	4,8
Grèce	33,7	14,2	28,5	6,7
Luxembourg	25,3	224,4	22,7	49,3
Suède	20,5	21,3	10,9	19,8
Allemagne	18,4	8,9	13,0	9,2
Pays-Bas	17,9	-6,8	9,5	-5,0
Finlande	15,0	-8,0	5,5	1,9
Estonie	14,3	47,4	7,6	55,1
Bulgarie	11,9	-16,8	11,1	-26,5
Roumanie	11,6	-0,9	9,1	7,1
UE 27	11,2	2,8	8,9	2,3
Tchéquie	10,4	42,5	9,1	31,9
Hongrie	9,6	71,4	8,7	7,4
France	8,6	-11,3	6,5	0,0
Lettonie	7,2	67,4	7,2	33,3
Autriche	7,1	-24,5	6,0	-18,9
Pologne	7,0	20,7	5,9	5,4
Malte	6,7	294,1	6,0	106,9
Lituanie	6,3	142,3	5,2	48,6
Espagne	6,2	-26,2	8,2	-10,9
Belgique	5,2	-22,4	7,7	0,0
Slovaquie	5,1	96,2	5,9	136,0
Portugal	5,0	19,0	4,9	-2,0
Italie	4,3	16,2	5,7	-13,6
Irlande	3,7	23,3	4,7	27,0
Slovénie	2,4	-29,4	3,7	-9,8
Croatie	2,2	0,0	4,0	5,3
Chypre	1,9	5,6	2,6	4,0

Source : Eurostat - [ILC_LVHQ07A](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-09 / Rupture de série en 2022 : France · Luxembourg
Rupture de série en 2023 : Allemagne · Malte

Les ressortissant·e·s étranger·ère·s sont également plus exposé·e·s que les nationaux à cette surcharge des coûts liés au logement (19,2 % contre 8,3 % dans l'UE en 2023). Si la proportion de la population étrangère confrontée au pro-

blème a quelque peu baissé en moyenne depuis 2022 (-4,0 %), les taux observés restent très élevés pour ce public dans plusieurs pays, comme en **Espagne** (29,0 %), aux **Pays-Bas** (33,0 %) et en **Grèce** (40,4 %).

TABLEAU 6

PART DES RESSORTISSANT·E·S ÉTRANGER·ÈRE·S (UE 27 ET HORS UE 27) EN TAUX D'EFFORT EXCESSIF (2023, EN % / ÉVOLUTION 2022-2023, EN %)

	RESSORTISSANT·E·S ÉTRANGER·ÈRE·S		NATIONAUX	
	2023	2022 - 2023	2023	2022 - 2023
Grèce	40,4	2,5	27,6	8,7
Pays-Bas	33,0	23,1	9,7	-11,0
Espagne	29,0	-24,5	5,2	-8,8
Danemark	28,6	21,7	16,3	-0,6
Portugal	28,1	-11,1	3,9	-9,3
Tchéquie	26,8	87,4	8,7	29,9
Luxembourg	25,6	41,4	17,9	43,2
Bulgarie	22,4	-4,7	11,1	-27,5
Lituanie	21,9	114,7	4,9	36,1
Suède	21,9	4,3	11,1	20,7
Italie	20,6	-14,9	4,7	-13,0
Slovaquie	20,2	551,6	5,7	137,5
UE 27	19,2	-4,0	8,3	2,5
Belgique	17,3	-0,6	7,4	-1,3
Malte	16,4	-13,2	1,8	-10,0
Allemagne	15,7	9,8	12,9	6,6
Croatie	14,9	246,5	4,4	7,3
Irlande	14,9	35,5	3,0	15,4
Estonie	14,8	146,7	7,3	43,1
France	14,1	-5,4	6,4	0,0
Autriche	13,6	-6,2	4,5	-25,0
Slovénie	13,4	7,2	3,4	-17,1
Pologne	13,0	5,7	6,2	5,1
Hongrie	11,8	122,6	7,9	-4,8
Lettonie	11,3	17,7	7,1	34,0
Finlande	11,2	60,0	5,9	-4,8
Chypre	10,8	12,5	1,5	0,0

Source : Eurostat · ILC_LVHO25 / Dernière mise à jour : 2024-07-09 / Données manquantes : Roumanie / Rupture de série en 2023 : Allemagne · Malte

Le fait d'être porteur ou porteuse d'un handicap semble aussi, dans une moindre mesure, être un facteur augmentant la probabilité d'être soumis-e à ces difficultés. En 2023, 11,1 % des personnes ayant une restriction d'activité physique étaient

contraintes de fournir un effort financier excessif (contre 8,3 % de la population sans handicap). Au **Danemark** et en **Grèce**, les pourcentages enregistrés atteignent respectivement 21,0 % et 31,5 %.

TABLEAU 7
**PART DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP EN TAUX D'EFFORT EXCESSIF
(2023, EN % / ÉVOLUTION 2022-2023, EN %)**

	EN SITUATION DE HANDICAP		AUCUN HANDICAP	
	2023	2022 - 2023	2023	2022 - 2023
Grèce	31,5	10,9	27,2	7,9
Danemark	21,0	1,0	14,5	2,1
Suède	18,2	5,8	10,6	21,8
Luxembourg	17,6	17,3	18,2	32,8
Allemagne	16,2	7,3	11,8	3,5
Bulgarie	15,3	-36,8	10,7	-24,6
Belgique	14,3	3,6	6,5	-1,5
Pays-Bas	13,9	-13,1	9,0	0,0
Tchéquie	13,0	21,5	7,8	36,8
UE 27	11,1	4,7	8,3	3,8
Roumanie	10,7	4,9	8,5	1,2
Hongrie	9,8	-14,8	7,5	-2,6
Estonie	9,4	32,4	7,7	60,4
Lettonie	9,1	21,3	5,8	28,9
Pologne	8,9	6,0	5,6	0,0
Autriche	8,0	-5,9	5,4	-25,0
France	8,0	-4,8	5,8	-1,7
Croatie	7,8	6,8	3,0	11,1
Espagne	7,5	-15,7	7,7	-9,4
Finlande	7,1	1,4	5,5	-6,8
Lituanie	6,4	28,0	4,7	38,2
Malte	6,4	88,2	5,5	111,5
Italie	6,3	-11,3	5,8	-13,4
Slovénie	5,5	10,0	3,3	-23,3
Slovaquie	5,4	80,0	5,9	168,2
Irlande	4,3	30,3	4,4	25,7
Portugal	4,3	-15,7	4,5	-4,3
Chypre	3,2	18,5	2,7	3,8

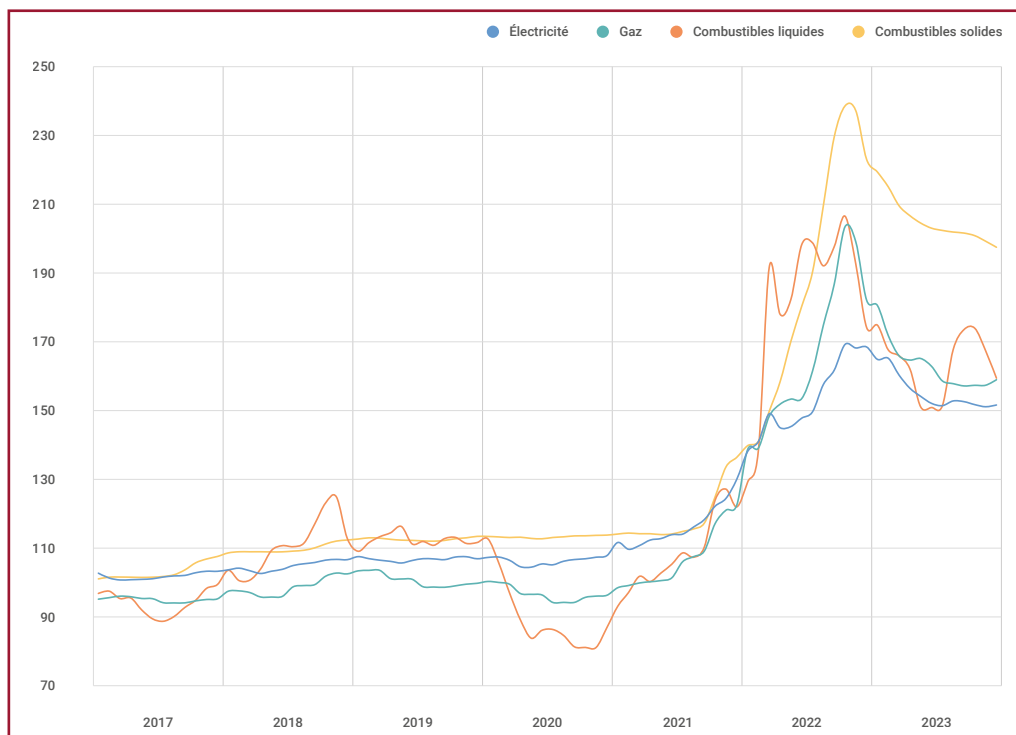
Source : Eurostat - HLTH_DHC060 / Dernière mise à jour : 2024-07-09 / Rupture de série 2022 : France - Luxembourg / Rupture de série 2023 : Croatie

5. UNE PRÉCARITÉ INDUITE PAR LA HAUSSE DES PRIX ÉNERGÉTIQUES

La crise énergétique qui a frappé l'Europe suite au déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 semble progressivement s'estomper. Entre décembre 2022 et décembre 2023, l'indice des prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles a baissé en moyenne de 8,4 %. Cette diminution reste cependant très relative au regard de l'évolution des prix sur les trois

dernières années : l'indice moyen mensuel (100 équivalant à l'année 2015) est passé de 105,4 en janvier 2021 à 158,1 en décembre 2023, soit une hausse de 50,0 %. Les prix de l'électricité et du gaz ont respectivement augmenté de 35,8 % et 61,3 %, ceux des combustibles liquides et solides de 71,2 % et 73,0 %.

FIGURE 5
ÉVOLUTION DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ, DU GAZ ET DES AUTRES COMBUSTIBLES
(UE 27, INDEX : 2015 = 100)



Source : Eurostat - [PRC_HICP_MIDX](#) / Dernière mise à jour : 2024-07-02

Les États membres ne subissent pas de manière équivalente cette inflation énergétique. En 2023, alors que l'indice annuel moyen s'établissait à 161,7 au niveau européen, celui-ci culminait à 195,7 en **Italie**, 196,5 en **Tchéquie**, 198,0 en **Irlande**

et 244,5 en **Estonie**. Plusieurs pays ont connu par ailleurs des hausses significatives entre 2022 et 2023, spécialement l'**Autriche** (+18,2 %), la **Pologne** (+19,4 %) et la **Tchéquie** (+39,4 %).

TABLEAU 8

**INDEX ANNUEL DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ, DU GAZ ET DES AUTRES COMBUSTIBLES (2015 = 100)
ET ÉVOLUTION 2022-2023 (EN %)**

	2023	2022 - 2023
Estonie	244,5	8,8
Irlande	198,0	15,1
Tchéquie	196,5	39,4
Italie	195,7	-5,0
Lettonie	184,7	13,5
Lituanie	183,0	2,5
Roumanie	181,8	7,5
Autriche	178,7	18,2
Pologne	175,9	19,4
Chypre	169,0	5,1
Pays-Bas	166,4	-37,0
Allemagne	163,1	11,3
France	162,5	9,0
UE 27	161,7	1,4
Finlande	160,1	4,0
Bulgarie	148,1	4,0
Hongrie	146,8	12,1
Slovénie	145,8	8,2
Belgique	144,5	-36,2
Suède	143,3	-13,2
Luxembourg	142,6	-3,7
Grèce	131,7	-17,0
Danemark	129,9	-15,2
Slovaquie	129,3	11,4
Croatie	117,8	3,3
Portugal	113,4	-7,9
Espagne	105,3	-27,4
Malte	99,4	0,0

Source : Eurostat - [PRC_HICP_AIND](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-18

Témoignage de cette envolée des prix, une part importante d'Européen-ne-s peinent, faute de moyens, à maintenir une température convenable dans leur logement. Un ménage sur dix (et plus d'un ménage pauvre sur cinq) était en situation de précarité énergétique en 2023. Depuis 2020, la proportion de la population touchée a augmenté de 41,3 % en moyenne dans l'UE. Cette proportion est en hausse de plus de moitié sur cette période en **Estonie** (+51,9 %), en **Hongrie**

(+71,4 %), en **France** (+80,6 %) et en **Espagne** (+90,8 %) – elle a au minimum doublé en **Irlande** (+100,0 %), en **Suède** (+118,5 %), au **Danemark** (+130,0 %), en **Autriche** (+160,0 %), en **Tchéquie** (+177,3 %) et aux **Pays-Bas** (+187,5 %). En 2023, au moins un cinquième des ménages était toujours dans l'incapacité financière de chauffer ou de refroidir correctement leur lieu d'habitation en **Lituanie** (20,0 %), en **Bulgarie** (20,7 %), au **Portugal** (20,8 %) et en **Espagne** (20,8 %).

TABLEAU 9

PART DES MÉNAGES DANS L'INCAPACITÉ DE MAINTENIR UNE TEMPÉRATURE ADÉQUATE DU LOGEMENT (2023, EN % / ÉVOLUTION 2020-2023, EN %)

	MÉNAGES PAUVRES		POPULATION TOTALE	
	2023	2020 - 2023	2023	2020 - 2023
Chypre	43,6	4,8	16,9	-19,1
Bulgarie	40,4	-17,9	20,7	-24,7
Grèce	39,8	1,5	19,2	12,3
Portugal	37,3	10,4	20,8	18,9
Lituanie	35,1	4,5	20,0	-13,4
Espagne	34,3	53,8	20,8	90,8
Slovaquie	29,8	55,2	8,1	42,1
France	25,1	35,7	12,1	80,6
Roumanie	25,1	7,3	12,5	25,0
Pays-Bas	22,3	153,4	6,9	187,5
UE 27	22,2	22,7	10,6	41,3
Italie	21,6	25,6	9,5	14,5
Hongrie	19,3	29,5	7,2	71,4
Croatie	18,1	3,4	6,2	8,8
Tchéquie	16,0	135,3	6,1	177,3
Lettonie	15,8	19,7	6,6	10,0
Allemagne	14,3	-10,6	8,2	17,1
Danemark	14,1	29,4	6,9	130,0
Slovénie	13,9	41,8	3,6	28,6
Belgique	13,8	9,5	6,0	46,3
Irlande	13,3	95,6	7,2	100,0
Malte	12,7	-14,8	6,8	-5,6
Pologne	9,8	10,1	4,7	46,9
Autriche	9,3	121,4	3,9	160,0
Suède	8,4	21,7	5,9	118,5
Estonie	8,1	47,3	4,1	51,9
Luxembourg	4,4	-24,1	2,1	-41,7
Finlande	3,8	46,2	2,6	44,4

Source : Eurostat · ILC_MDES01 / Dernière mise à jour : 2024-06-20 / Rupture de série 2020 : Allemagne · France · Irlande · Luxembourg / Rupture de série 2020 : Lituanie

En 2023, 6,9 % de la population européenne et 16,0 % des ménages vivant sous le seuil de pauvreté étaient en retard de paiement de factures courantes (eau, électricité, gaz, chauffage). Une augmentation de la part des ménages en situa-

tion de précarité accusant ce retard a été observée dans 11 pays entre 2020 et 2023, en particulier en **Allemagne** (+63,6 %), au **Luxembourg** (+65,5 %) et en **Autriche** (+77,4 %).

TABLEAU 10
PART DES MÉNAGES EN ARRIÉRÉS DE FACTURES COURANTES : EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ, CHAUFFAGE (2023, EN % / ÉVOLUTION 2020-2023, EN %)

	MÉNAGES PAUVRES		POPULATION TOTALE	
	2023	2020 - 2023	2023	2020 - 2023
Grèce	67,3	34,6	32,9	16,7
Bulgarie	35,5	-19,9	17,8	-19,8
Roumanie	28,3	32,9	13,6	-2,2
Slovaquie	22,9	67,2	7,2	38,5
Croatie	21,9	-16,1	11,6	-14,7
Hongrie	20,8	-16,8	7,3	-29,8
Chypre	20,5	10,8	9,0	-2,2
Espagne	20,3	-16,8	9,6	0,0
France	20,3	33,6	7,5	36,4
Autriche	16,4	67,3	5,5	77,4
UE 27	16,0	0,6	6,9	6,2
Slovénie	15,8	-9,2	6,6	-29,8
Irlande	14,4	-34,8	7,6	-7,3
Lettonie	13,5	-4,3	7,0	-15,7
Lituanie	12,2	-2,4	6,5	3,2
Finlande	11,7	-27,3	7,4	4,2
Portugal	11,5	33,7	3,8	8,6
Danemark	10,6	-14,5	4,7	11,9
Tchéquie	10,2	34,2	1,9	0,0
Italie	9,7	-35,8	4,1	-31,7
Luxembourg	9,6	-1,0	4,8	65,5
Allemagne	9,3	34,8	5,4	63,6
Belgique	7,7	-24,5	3,7	-2,6
Pologne	7,6	-33,9	4,0	-14,9
Estonie	7,4	-17,8	4,6	-8,0
Suède	7,0	-4,1	3,3	37,5
Malte	4,4	-68,3	4,9	-22,2
Pays-Bas	3,8	-34,5	1,1	-26,7

Source : Eurostat · [ILC_MDES07](#) / Dernière mise à jour : 2024-06-20 / Rupture de série 2020 : Allemagne · France · Irlande · Luxembourg

1

Eurostat (2024) – « EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) », URL : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview>.

2

Des ruptures de série ont été enregistrées en Allemagne, en Croatie, en France, en Lituanie, au Luxembourg, à Malte et en Pologne (voir mention sous chaque tableau). Les tendances statistiques présentées pour ces pays sont donc potentiellement moins fiables.

3

Eurostat – IPCH - données mensuelles (taux de change annuel) (PRC_HICP_MANR), dernière mise à jour : 02/07/2024, URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/PRC_HICP_MANR/default/table.

4

Toute l'Europe (2023/10/02) – « Le taux d'inflation en Europe », URL : <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/le-taux-d-inflation-en-europe/>.

5

IMF (2023/06/26) – « Europe's Inflation Outlook Depends on How Corporate Profits Absorb Wage Gains », IMF, URL : <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/06/26/europes-inflation-outlook-depends-on-how-corporate-profits-absorb-wage-gains>.

6

Eurostat – Taux de risque de pauvreté par seuil de pauvreté, âge et sexe - enquêtes EU-SILC et PCM (ILC_LI02), dernière mise à jour : 20/06/2024, URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_LI02/default/table.

7

Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est un indicateur correspondant à la somme des personnes « menacées de pauvreté après les transferts sociaux, gravement démunies matériellement ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail ». Eurostat – Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par âge et sexe (ILC_PEPSOIN), dernière mise à jour : 12/07/2024, URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_PEPSOIN/default/table.

8

La privation matérielle et sociale est un indicateur visant à cerner « l'absence effective d'éléments nécessaires et souhaitables pour mener à bien une vie adéquate ». Le taux de privation matérielle et sociale correspond à la part de la population ne pouvant pas se permettre au moins cinq des treize « biens et services » suivants : payer à temps ses factures ; chauffer correctement son logement ; faire face à des dépenses inattendues ; manger des protéines tous les deux jours ; partir une semaine en vacances une fois par an ; remplacer des meubles endommagés ou usés ; avoir une voiture ; posséder deux paires de chaussures ; remplacer des vêtements usés par des neufs ; se retrouver avec des amis pour dîner ou boire un verre une fois par mois ; participer régulièrement à des activités de loisir ; dépenser une petite somme d'argent chaque semaine pour soi-même ; avoir une connexion internet à domicile. Eurostat (2024) – « Severe Material and Social Deprivation Rate (SMSD) », URL : [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Severe_material_and_social_deprivation_rate_\(SMSD\)](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Severe_material_and_social_deprivation_rate_(SMSD)).

9

Ipsos & Secours populaire français (2023) – « Baromètre de la pauvreté et de la précarité », URL : <https://www.ipsos.com/fr-fr/barometre-de-la-pauvrete-ipsos-secours-populaire-pres-dun-francais-sur-cinq-declare-vivre-decouvert>.

10

Eurostat – Taux de surpeuplement par statut d'occupation du logement - population totale - enquête EU-SILC (ILC_LVHO05C), dernière mise à jour : 20/06/2024, URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_LVHO05C/default/table.

11

Le taux de surcharge des coûts du logement, ou taux d'effort excessif, correspond au « pourcentage de la population vivant dans un ménage où les coûts de logement totaux (déduction faite des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu total disponible ». Eurostat (2024) – « Housing Cost Overburden Rate », URL : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Housing_cost_overburden_rate.

